

“Nous attendons maintenant avec impatience le Livre blanc du Royaume-Uni, et nous espérons vivement qu’il apportera la clarté,

le réalisme et l’élan nécessaires à ces négociations.”

Donald Tusk

Président du Conseil européen, mardi, devant le Parlement européen. L’Union est lasse des attermolements britanniques.

- Outre-Manche, le Brexit éclipse tous les autres sujets.
- Londres devrait bientôt dévoiler sa vision de la future relation avec l’UE.
- Mais M^{me} May doit encore trouver un consensus au sein de son cabinet.

Le Brexit fait perdre la tête au monde politique britannique

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Mark Pawsey est un député relativement consensuel. Elu conservateur depuis 2010 dans la circonscription de sa ville natale Rugby, il fait partie du très sérieux comité parlementaire sur les affaires, l’énergie et la stratégie industrielle, et suit la ligne gouvernementale lors des votes à la Chambre des communes. Cela ne l’empêche pas de s’étonner que *“deux ans après le référendum, le gouvernement n’ait pas été capable de s’entendre sur une prise de position précise en vue des négociations avec l’Union européenne. Mes électeurs me disent d’ailleurs : ‘il faut y aller !’”* Cet ancien homme d’affaires amateur de ballon ovale ose d’ailleurs une remarque très à propos : *“Au regard de la situation actuelle, je me dis*

que personne ne devrait avoir le droit d’être politicien sans avoir pratiqué un sport collectif: nous sommes des individus mais il faut parfois travailler de manière collective, derrière le parti auquel nous sommes affiliés, qui est en quelque sorte notre équipe.”

Le parti conservateur à la dérive

Depuis deux ans, les Brexiteurs les plus radicaux et les partisans du maintien d’un lien fort avec l’UE ne parviennent en effet pas à s’entendre, prenant en cisaille une Theresa May donc la crédibilité en tant que Premier ministre demeure d’une rare faiblesse. *“Jamais le parti n’a été aussi fracturé depuis les années 1940, même lors de la crise engendrée par la question européenne au début des années 1990”*, assure Peter Catterall, professeur de sciences politiques à l’université de Westminster. *“Une poignée d’élus*

contestaient alors leur leader mais ils restaient fidèles au parti. Ce n'est plus le cas. Plus aucune figure ne parvient à stabiliser le navire conservateur, et surtout pas Theresa May."

Largement majoritaires au sein de la Chambre des communes, les proeuropéens sont débordés par une base qui s'est radicalisée avec le retour de centaines d'anciens membres et élus locaux exilés pendant quelques années auprès du Ukip (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), un parti qui a perdu toute raison d'être depuis le référendum et le départ de son responsable historique Nigel Farage.

Désormais, les partisans d'un Brexit doux sont aussi minoritaires dans le gouvernement. Depuis la démission début mai de la ministre de l'Intérieur, la proeuropéenne Amber Rudd, et son remplacement par l'euroseptique Sajid Javid, les Brexiteurs y sont en effet majoritaires. Ainsi, même si le très euroseptique Groupe de recherche européenne (ERG) ne rassemble qu'au mieux 60 membres sur 330 députés conservateurs, sa voix s'en trouve démultipliée. *"Autre nouveauté: jamais l'aile droite n'avait mené le parti conservateur, précise Peter Catterall. A l'image de sa tête de pont Jacob Rees-Mogg, elle est très active car le laps de temps dont elle dispose pour arriver à infléchir le parti dans sa direction est limité: la moyenne d'âge des membres est de 70 ans. Lorsqu'elle baissera, le rapport de force s'inversera."*

Le Brexit éclipse tous les autres sujets

Obnubilé par le Brexit, le gouvernement se révèle absent sur les autres grandes questions sociétales et économiques. L'ambitieux Sajid Javid clame vouloir réformer un ministère de l'Intérieur secoué par de nombreux scandales après avoir commencé à régler, assure-t-il, le manque de logements dans le pays. Pour le septantième anniversaire de sa création, le système de santé gratuit et universel sombre, faute de budget suffisant. Les écoles du pays réduisent drastiquement le nombre de matières, d'heures

enseignées ou font exploser le nombre des élèves dans chaque classe pour compenser ces mêmes baisses de budget. Les municipalités, dont l'enveloppe versée par le gouvernement central a baissé de parfois 70% depuis 2010, ont vu leurs actions locales et leurs services se réduire comme peau de chagrin. Un constat général qui fait froid dans le dos.

Il a poussé un membre de longue date du parti conservateur, avant sa récente démission, et ami proche de l'ancien Premier ministre David Cameron à avouer à Peter Catterall: *"Je ne pense pas que le parti travailliste puisse faire plus de mal au pays que le parti conservateur."*

L'opposition travailliste est inefficace

Pourtant, la situation n'est guère plus réjouissante au Labour. Son chef de file, Jeremy Corbyn, n'a jamais caché ses réticences vis-à-vis de l'UE, qu'il observait avant tout à travers sa loupe d'ennemi des lobbies du monde des affaires. La pression de ses pairs, fervents européens, l'a pourtant obligé à se ranger avant le référendum dans le camp du maintien dans l'Union et à mener une campagne en faveur de cette cause. Accusé – à tort – d'avoir été absent de la campagne, Jeremy Corbyn a depuis réclamé officiellement le maintien du pays au sein d'une union douanière avec l'UE. Il refuse pourtant d'aller plus loin et de réclamer le maintien au sein du marché unique.

A la colère de la vingtaine d'élus blairistes qui auraient sans doute aimé qu'il se convertisse au libéralisme économique... Et qui ont déjà tenté par deux fois de le renverser, sans succès : la base du parti, bien plus à gauche que leurs représentants aux Communes, le soutient sans fléchir.

"Cette division rend l'opposition particulièrement inefficace, estime Peter Catterall. Si l'opposition était forte et unie, elle pourrait placer le gouvernement de Theresa May sous pression. Ce n'est pas le cas, ce qui permet à ce dernier de naviguer à vue et donc de ne pas faire grand-chose." Une situation dont ne profitera aucun Britannique.

Theresa May va tenter de rallier ses ministres à sa vision de la future relation avec l'Union

Ce vendredi, la Première ministre Theresa May tentera d'éteindre l'incendie qui consume à grand feu son parti depuis son arrivée au pouvoir le 13 juillet 2016. Dans la campagne de Chequers, la résidence secondaire officielle attribuée au chef du gouvernement, située à mi-chemin entre la capitale et Oxford, elle accueillera l'ensemble de son cabinet gouvernemental. L'objectif : détailler à ses ministres sa vision des futures relations entre le Royaume-Uni et l'UE, qu'elle entend présenter dans quelques jours aux négociateurs européens.

Selon les fuites parues dans la presse britannique mercredi et jeudi, elle envisage le maintien du pays dans une union douanière. C'est le seul moyen à ses yeux de ne pas imposer de contrôle physique à la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, un prérequis de ses partenaires unionistes et plus globalement du maintien des accords de paix entre les deux pays. Cette solution aurait aussi le mérite de ne pas créer une différenciation statutaire entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, une condition là encore inacceptable pour les unionistes. Parallèlement, Londres prélèverait les taxes douanières des biens entrant dans le Royaume-Uni à destination finale de l'Union européenne, avant de les reverser à cette dernière. Cela aurait l'avantage de préserver la fluidité des échanges entre les deux partenaires commerciaux. Au final, après avoir accepté la libre circulation des biens, Theresa May sera sans doute tentée d'obtenir une avancée sur les services. En échange de quoi? De plus

d'avantages pour les résidents européens sur le sol britannique? C'est ce que sous-entend le souvent très bien informé journaliste Robert Peston.

Ces plans ne seront sans doute pas salués par les applaudissements du négociateur en chef de l'Union européenne pour le Brexit, Michel Barnier: l'Union a assez répété que les quatre libertés de circulation du marché unique (personnes, bien, services et capitaux) sont indissociables. Mais plus que de plaire à M. Barnier, ce que M^{me} May tente de faire avant tout est de présenter un compromis entre les différentes options qui ont fait l'objet de négociations internes.

May veut piéger les Brexiters durs

Elle devrait néanmoins faire bouillir les Brexiters radicaux, au premier rang desquels le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson. Leur marge de manœuvre s'avère pourtant limitée. S'ils rejettent ce plan et dirigent le pays vers une sortie de l'UE sans accord, la Chambre des Communes se révoltera. Outre que leur propre carrière au sein du parti conservateur sera finie, les députés forceront sans doute le gouvernement à demander l'adhésion à l'Association européenne de libre-échange, aux côtés de la Norvège, de la Suisse, de l'Islande et du Liechtenstein, ou en tout cas à l'Espace économique européen. Une solution qui signifierait véritablement la transformation du Royaume-Uni en "Etat vassal" de l'UE, comme l'ont déclaré de nombreux Brexiters ces derniers mois.

TdB, à Londres